


<p>COMMUNE DE OUAGADOUGOU ----- CABINET DU MAIRE ----- DEPARTEMENT DES RELATIONS INTERNATIONALES</p>		<p>BURKINA FASO ----- UNITE – PROGRES – JUSTICE</p>
---	---	---

**Consultation régionale du Forum Mondial pour la Migration et le
Développement (FMMD) et de l'Union Africaine**

**Plénière d'ouverture le jeudi 14 mai 2020 de 09h à 11h
(temps universel, heure de Ouagadougou)**

Eléments de langage du maire de Ouagadougou

Monsieur le Sous-Secrétaire Adjoint aux Relations Internationales et à la Communication au nom de la Présidence en exercice du Forum Mondial pour la Migration et le Développement 2020, l'Honorable Abdulla Al Nuaimi,

Madame le Commissaire de l'Union Africaine aux Affaires Sociales, Coprésidente de la consultation régionale, Honorable Amira El Fadil,

Chers Participants,

Mesdames et messieurs.

C'est un grand honneur de m'adresser à vous lors de ces consultations régionales du Forum Mondial pour la Migration et le Développement et je voudrais féliciter les Emirats Arabes Unis pour sa présidence 2020.

Je voudrais aussi remercier l'Union Africaine et CGLU de m'avoir associé à la plénière d'ouverture de ces consultations régionales, pour porter la voix des collectivités locales sur cette question importante de la Migration.

Je voudrais particulièrement relever et saluer le mérite de CGLU-Afrique, la faitière des autorités locales d'Afrique, pour son remarquable travail de mobilisation des maires africains pour ces consultations régionales, preuve s'il en est de notre grand intérêt pour le sujet de la migration.

Ouagadougou ma ville est de taille moyenne comparée aux mégapoles dans le monde mais elle n'est pas moins avantagée pour comprendre les implications d'une société diverse par ses attributs.

En tant que Maire, je me joins aux Maires du monde entier pour bâtir ensemble des pratiques nouvelles et prometteuses en matière de migration et de protection de réfugiés, dans un esprit de solidarité internationale.

Les questions ne manquent donc pas pour les autorités des villes qui doivent simultanément observer les mouvements migratoires de leur région, en percevoir les enjeux en termes d'accueil (logement, écoles, santé, employabilité, intégration, vivre-ensemble), saisir l'opportunité de développement et d'initiatives, tout en maîtrisant les risques de désordre et parfois même de conflits.

En effet, les villes sont les premiers lieux d'accueil des populations immigrées dans le monde. En dehors des situations dramatiques de crise qui peuvent se traduire par des gestions d'extrême urgence et des installations provisoires, les mouvements migratoires se concentrent dans les lieux pourvoyeurs d'emplois et de services. Et ce sont les villes qui sont les plus dynamiques en ce contexte. C'est pourquoi il faudrait mesurer les enjeux des migrations sur les espaces urbains. De nombreux problèmes sont, en effet, posés auxquels sont confrontés, en premier lieu, les responsables des villes et leurs services.

Dans ce contexte, comment les autorités locales peuvent-elles intégrer ces énergies à leurs plans de développement ? Quels mécanismes de coordination mettre en place ? La coopération internationale peut-elle un rôle en la matière ?

Nous sommes donc liés en ce qui concerne les impératifs humanitaires d'accueil de nouveaux arrivants dans nos communautés, tout comme le besoin de favoriser des politiques migratoires qui soutiennent la croissance économique et le développement humain.

Et les questions d'actualité qui se posent à nous comme la pandémie du Covid-19, l'extrême pauvreté, le changement climatique, les extrémismes violents, le terrorisme qui a fait au Burkina Faso 1 000 000 de déplacés internes dans leur propre pays soulignent le besoin de rester vigilant et ouvert face au monde plus mobile, plus complexe, plus interdépendant.

Les autorités locales ont déjà abordées ces questions notamment dans le cadre des forums des maires sur la mobilité, la migration et le développement, le mécanisme des maires, la Déclaration de Marrakech, le Processus de Rabat.

En Afrique, nous en avons fait une question de très grande importance en adoptant lors du Sommet Africités de Marrakech en 2018, **la Charte des Collectivités Territoriale d'Afrique sur la Migration**. C'est le document produit par les autorités locales, qui montre et témoigne de l'engagement des élus locaux africains sur cette question importante.

En plus de Répondre aux besoins, protéger les droits et favoriser l'autonomie des migrants, les maires ont à chaque fois insisté sur la nécessité et l'impérieuse nécessité pour tous les acteurs de se pencher sur les questions de :

- la migration et de la main d'œuvre,
- la capacitation des personnes migrantes pour l'emploi,
- et combler les lacunes en matière de protection des personnes migrantes.

Je me réjouis de ce que l'Union Africaine ait sélectionné ces trois thèmes de discussion dans le cadre des consultations régionales de la présidence 2020 des Emirats Arabes Unis du Forum Mondial pour la Migration et et le Développement.

Nous avons aussi décrit les contraintes existantes pour gouverner une population plus diversifiée et recommandé des actions et des interventions possibles pour favoriser l'inclusion sociale et la diversité dans nos sociétés.

En soulignant le travail qui doit encore être réalisé dans les domaines potentiels qui n'ont pas encore été explorés, nous avons interpellé les gouvernements et les autres partenaires concernés à se mobiliser pour :

1. **Une plus grande cohérence** des politiques publiques en matière de migration, développement et déplacement forcé dans tous les secteurs qui sont liés et qui sont affectés par la mobilité humaine, en ligne avec l'ambition du nouvel agenda 2030 pour le développement durable et l'Agenda Afrique 2063 ;

2. La **participation active des autorités locales et régionales à tous les niveaux décisionnels et de mise en œuvre des politiques sur la migration**. Ceci implique une meilleure coopération entre les différents niveaux de gouvernance pour une gestion plus efficace de la migration ;

3. La **mobilisation de ressources suffisantes** aux autorités locales pour renforcer leurs capacités à répondre aux enjeux migratoires.

Sur ce dernier point, je souhaite réagir positivement et en appeler à votre disponibilité et votre écoute attentive sur le besoin de soutien pour les villes comme la mienne qui sont riches sur plusieurs plans mais où leurs capacités sont limités sans l'aide de la communauté internationale.

Il est bien important de souligner que nos actions dans ce domaine dépendent d'alliances fortes avec les gouvernements centraux, avec d'autres villes, la société civile, le secteur privé, nos citoyens et la communauté internationale.

Je vous remercie de votre attention.